

2 Politique

Bataillon gabonais en RCA

Ernest Mpouho Epigat en mission d'inspection

M.A.M

Libreville/Gabon

Communier et s'enquérir des conditions de vie du bataillon gabonais en Centrafrique a été l'objectif de la visite effectuée par le ministre de la Défense le week-end dernier. Ce séjour à Bangui aura également été l'occasion pour Mpouho Epigat de s'entretenir avec son homologue Marie Noelle Koyara.

LE ministre de la Défense nationale, Ernest Mpouho Epigat, a séjourné en Centrafrique le week-end écoulé. Il est allé s'imprégner des conditions de vie de ses compatriotes au compte du bataillon gabonais engagé au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca). Cette mission d'inspection est la deuxième du genre après celle de décembre dernier.

A la tête d'une forte délégation composée entre autres du chef d'Etat-major général des Forces armées gabonaises, le général auguste Roger Itandas, du directeur de cabinet militaire, le vice amiral Gabriel Mally Hodjoua, le ministre de la Défense a été accueilli à l'aéroport de Bangui par son homologue Marie Noëlle Koyara. Les deux personnalités se sont accordées un



Photo : DR

Un instant pour immortaliser le séjour en Centrafrique de la délégation gabonaise.

moment d'échanges, élargis à leurs collaborateurs respectifs.

Ainsi, au menu de leur bref entretien, l'actualité en Centrafrique marquée par la clôture du forum de Bangui, ainsi que la nomination, dans un contexte particulier, d'un compatriote, Parfait Onanga-Anyanga à la tête de la Minusca. Une nomination qui intervient suite aux allégations d'abus sexuels qui auraient été commis sur des enfants par des forces de sécurité étrangères présentes en RCA.

Par ailleurs, le ministre de la Défense de Samba Panza a salué l'appui constant d'Ali Bongo Ondimba dans le processus de rétablissement de la paix en RCA, notamment la décision du prolongement de la transition politique en Centrafrique, qui devait



Photo : DR

Poignée de main entre le commandant des forces des Casques bleus et le ministre Mpouho Epigat.

s'achever le 17 août dernier. Aussi, les défis rencontrés sur le terrain et les perspectives du processus de paix, avec le démarrage effectif du processus électoral marqué par l'enregistrement des électeurs ont-ils été abordés. Tout comme les efforts de la

Minusca en vue de créer des conditions propices à la tenue des élections "justes, libres, transparentes et ouvertes".

Au terme dudit entretien, une visite guidée a été effectuée au camp Manica et New Mpoko. Ce qui a permis au



Photo : DR

Le ministre Mpouho Epigat et sa délégation au camp Manica et New Mpoko.

ministre Mpouho Epigat de communier avec les soldats gabonais, et de s'enquérir de leurs conditions de vie et de travail. Notamment celles liées au casernement, à la logistique et à l'opérationnalité.

A cet effet, le commandant dudit bataillon s'est réjoui de la présence de la tutelle. Signe, selon lui, de la «matérialisation de l'engagement pris par les plus hautes autorités du pays, en tête desquelles le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba.»

Néanmoins, non sans reconnaître les efforts multiformes consentis par le gouvernement gabonais dans le processus de mise en place de son bataillon aux normes onusiennes, le commandant des troupes a sollicité de la tutelle de trouver des voies et moyens pour apporter des

solutions aux manquements auxquels sont confrontées ses troupes.

Tout en recueillant les difficultés des uns et des autres, Mpouho Epigat n'a pas manqué de prodiguer des conseils. En effet, il est revenu sur le caractère important que revêt la discipline militaire qui, selon lui, est une exigence de tous les instants pour les soldats. Et de plus, avec la récente nomination d'un compatriote à la tête de la Minusca. Toute chose qui nécessite «plus de rigueur et d'exemplarité au contingent gabonais. Nous n'allons pas hésiter de séparer le bon grain de l'ivraie, et soyez-en rassurés que tout manquement sera sévèrement puni et le règlement militaire sera appliqué dans toute sa rigueur», a averti le ministre de la Défense.

PDG/Trois questions au sénateur départemental du Komo-Mondah...

... Emmanuel Nze Bekale : "la situation qui prévaut au sein du Parti ne peut se résoudre par une distribution mécanique des sanctions"

Propos recueillis par

Véronique NIANGUI

Le président de la Commission permanente de discipline du Parti démocratique gabonais (PDG) réagit aux critiques faites à son organisme, accusé d'aphonie face à la situation qui prévaut au sein dudit parti. C'était au terme de sa tournée parlementaire dont il tire aussi les leçons.

L'Union : Monsieur le sénateur, quel bilan faites-vous de votre première tournée dans votre tentaculaire circonscription électorale, notamment en ce qui concerne les attentes des populations ?

Emmanuel NZE BEKALE : Avant de répondre à votre question, je voudrais d'abord remercier la collaboration apportée par votre journal pour la couverture médiatique de ma tournée. Revenant à votre question, le bilan de cette

tournée est satisfaisant, tant en termes de mobilisation, notamment à Donguila et le 2e canton, qu'en termes d'organisation.

En ce qui concerne les attentes des populations, elles sont nombreuses et récurrentes.

Elles m'avaient déjà été exprimées par les mêmes populations lors de la campagne des élections locales de décembre 2013. Elles portent principalement sur l'état de toutes les routes de cette tentaculaire circonscription électorale comme vous le dites si bien ; mais aussi sur l'éducation, la santé, le chômage des jeunes et le conflit Homme-Faune cristallisé autour de la dévastation des plantations par les éléphants.

Dans mon rôle de parlementaire, je transmets les préoccupations de ces populations à qui de droit. Je leur explique certaines situations et les sensibilise quant à la nécessité pour elles de saisir les opportunités de développement qui s'offrent à elles à tra-



Photo : Brice BANDOIMA

Le sénateur du département du Komo-Mondah, Emmanuel Nze-Bekale.

vers les politiques mises en œuvre dans le cadre du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) et de ses déclinaisons sur le plan social.

La loi sur la décentralisation n'est toujours pas effective. Comment le conseil départemental du Komo-Mondah, dirigé

par le Parti démocratique gabonais dont vous êtes l'élu, compte-t-il répondre à ces attentes ?

La loi 15/96 du 6 juin 1996 sur la décentralisation a fait l'objet d'une profonde révision. Deux nouvelles lois ont été adoptées par le Parlement pour se conformer à la vi-

sion du président Ali Bongo Ondimba, qui accorde à la décentralisation une place importante dans le processus de développement du pays. Leur promulgation est attendue et leur mise en application constituera, pour le développement du Komo-Mondah, comme pour toutes les autres collectivités locales, un atout majeur pour répondre aux attentes des populations concernées. Le problème fondamental pour plusieurs de ces collectivités étant le manque criard de ressources.

Dans le cadre du Komo-Mondah, la nouvelle configuration de ce département prive celui-ci de la quasi-totalité de sa matière imposable transférée à la nouvelle commune de Ntoum.

Vous êtes également président de la Commission permanente de discipline du PDG. Comment réagissez-vous aux propos accusant votre organisme d'aphonie devant

les cas d'indiscipline et la guerre de courants au sein de votre parti ?

Je préfère ne pas y répondre et je vous prie de m'en excuser, car c'est un débat qui ne paraît pas correct d'engager par presse interposée. Ceux qui ont choisi cette voie pour m'invectiver ne méritent pas de réponse de ma part. Je suis prêt à répondre, le cas échéant, au sein des instances habilitées du Parti démocratique gabonais dont je suis un fidèle et loyal militant.

Je me bornerai simplement à rappeler à ceux qui font semblant de l'ignorer ou qui ne le savent pas que je ne suis pas un homme à fuir ses responsabilités, et que la situation qui prévaut au sein du parti ne peut se résoudre par une distribution mécanique des sanctions aux uns et aux autres. Il faut éviter de mettre de l'huile sur le feu, mais plutôt privilégier le dialogue, l'une des vertus cardinales de notre grand parti.